



Pourquoi il faut revisiter l'économie politique internationale

Pierre Berthaud

► To cite this version:

Pierre Berthaud. Pourquoi il faut revisiter l'économie politique internationale. Colloque international GATE-OMC-UNECA "Crise, commerce et devenir des économies émergentes en Méditerranée", Université Mohamed V - Souissi, Oct 2009, Rabat, Maroc. halshs-00505785

HAL Id: halshs-00505785

<https://shs.hal.science/halshs-00505785>

Submitted on 26 Jul 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Colloque GATE – OMC – UNECA
« Crise, commerce et devenir des économies émergentes en Méditerranée »
Rabat, Université Mohamed V, Souissi
29 – 31 octobre 2009

Où en est la réflexion économique post-crise ?

Conférence plénière n°2

« Pourquoi il faut revisiter l'économie politique internationale »

Pierre BERTHAUD

Université de Grenoble, Faculté d'économie et LEPII (UMR CNRS 5252)

Pierre.berthaud@upmf-grenoble.fr

Introduction

La crise financière de 2008-2009 a surpris les économistes. Elle ne les étonne pourtant guère. Il serait vain en effet d'attendre de l'intense débat suscité par cette crise qu'il ébranle les systèmes de pensée de l'économie au point de conduire à un changement de paradigme. Il vaut probablement mieux appréhender les possibles retombées de ce débat sur chacun des paradigmes ou systèmes de pensée¹ qui composent la science économique. Et s'il est aisé de voir à l'occasion d'un événement comme cette crise que les différents systèmes d'analyse ne se valent pas, il serait illusoire d'en conclure que le bon paradigme chasserait les mauvais (ou l'inverse d'ailleurs). L'impact que cette crise pourrait avoir sur les développements de la science économique se mesurera par les inflexions ou changements qu'elle donnera aux programmes de recherches à l'intérieur de chacun de ces paradigmes, plutôt que par un changement dans la hiérarchie des paradigmes.

La crise de l'entre-deux-guerres à laquelle on renvoie si fréquemment depuis quelques mois fournit un excellent exemple de cette fatale et nécessaire coexistence des paradigmes en économie. Les recherches sur la Grande Dépression nous ont légué au moins deux explications majeures. L'une qui se situe dans le « paradigme de l'économie normale » et l'autre dans celui de l'économie politique internationale (EPI). La première s'est forgée, entre autre, sur la contribution de Friedman et Schwartz (1963) et a nourri le débat entre les thèses monétaristes et keynésiennes, débat dont la version la plus avancée avant la crise de 2007 était « le consensus sur la synthèse ». La seconde s'est focalisée sur la contribution de Kindleberger (1973) et a aussi nourri un débat entre les thèses réalistes et les thèses libérales ou idéalistes. Elle a également conduit à une recherche de synthèse entre ces deux « écoles » autour d'une version moderne de la théorie des régimes internationaux.

1 Ce texte n'a pas pour objet de mener une discussion épistémologique serrée sur la science économique. On se contentera donc d'indiquer que le terme de paradigme et les références ultérieures au paradigme de la science normale en économie font référence à la conception de l'évolution des sciences de Thomas Kuhn (1962). Ainsi, un paradigme est composé d'un ensemble d'observations et de fait avérés, de questions, d'indications méthodologiques et de modes d'interprétation des résultats. Le concept de « science normale » qui fait écho à celui de « période classique » chez Schumpeter (1954) correspond à l'activité scientifique dans le cadre d'un paradigme accepté par une partie de la communauté scientifique.

Certes, il importe de garder en vue que ces deux explications n'ont absolument pas le même poids ni le même écho dans le champ de la science économique actuelle. La ligne d'explication de la Grande Dépression produite par Kindleberger est reconnue et discutée mais elle reste aux marges des programmes de recherches de l'économie normale. Ce qui compte pourtant en dernier ressort pour la recherche d'intention scientifique c'est qu'une explication complète de la crise de l'entre-deux-guerres requiert ces deux lignes d'analyse. Ni la grande dépression ni ses suites ne sauraient s'expliquer sans un examen approfondi de la problématique des défaillances du marché *versus* du gouvernement, ni non plus sans un examen de même intensité de la problématique des défaillances de la gouvernance mondiale de l'époque.

Qu'en est-il pour la crise actuelle ? Le débat qui l'accompagne dans le périmètre du paradigme de l'économie normale gravite sans surprise autour de la remise en cause du « consensus de la synthèse » (entre monétarisme et keynésianisme) et avec, pour l'heure, une revalorisation pas plus surprenante des arguments keynésiens (Krugman : 2009). Même si ce débat prend les traits d'une figure imposée (la corporation des économistes a été vigoureusement interpellée par la demande sociale), on doit le saluer dans la mesure où il atteste de la capacité du paradigme normal à se régénérer au contact du réel. Il ne faudrait pourtant pas que « la forêt cache le bosquet ». Que ce débat au sein d'un paradigme qui est l'évidence sérieusement remis en cause par cette crise conduise une nouvelle fois à renvoyer à la périphérie voire dans l'obscurité la plus totale les questionnements d'économie politique internationale que cette crise soulève au même titre que la crise de l'entre-deux-guerres l'avait fait.

Ce texte part du principe que la science économique s'amputerait d'une partie essentielle de sa portée explicative si le débat devait se confiner aux termes d'un « nouveau consensus » sur la macroéconomie. De fait, il prend déjà clairement cette voie (Blanchard, Dell'Ariccia, Mauro : 2010). Il part aussi du principe que l'affirmation même bruyante, répétée et largement fondée de l'incapacité « quasi-congénitale » du paradigme normal à penser la crise est condamnée à demeurer sans grand effet sur le cours de ce débat. Il part encore du principe que l'essentiel pour le paradigme de l'économie politique internationale (comme pour d'autres) est d'alimenter son propre débat sur les défaillances de la gouvernance mondiale qui ont conduit à cette crise et qui pourraient en préparer d'autres. Ce n'est pas seulement une question d'existence pour ce paradigme. C'est une nécessité pour la science économique tout entière si l'on admet que l'explication complète de la crise – et par conséquent la formulation de recommandations pour en sortir ou pour éviter que d'autres crises ne surviennent – ne peut émaner que de la diversité des programmes de recherches (Berthaud, Kébabdjian dir : 2006).

S'agissant de nourrir la réflexion au sein d'un des paradigmes de la science économique, on ne s'étonnera pas que le propos porte d'abord sur les éclairages originaux que l'économie politique internationale fournit cette crise – en particulier sur deux des aspects majeurs du contexte qui l'entoure : le « désordre » monétaire international et les contraintes exercées par la mondialisation (section 1). On entreprend ensuite d'identifier des points qui font - ou qui devraient faire - débat au sein de l'économie politique internationale concernant toujours l'analyse de cette crise et des enseignements à en extraire (section 2). On n'entrera pas dans le détail des démonstrations, *a fortiori* au sujet de l'explication de la crise. L'intention se limite à tracer les grandes lignes des conceptualisations qui sont mobilisées et de celles qui pourraient/devraient l'être.

Section 1. La crise au crible de l'économie politique internationale

Les recherches récentes en économie politique internationale (EPI) conduisent à revisiter la crise et les débats économiques qui la suivent sur au moins deux plans – d'ailleurs liés entre eux. Le premier concerne le volet monétaire international de cette crise. Le second porte plus largement sur l'appréciation qui peut être faite des contraintes exercées par la mondialisation.

A. La gouvernance monétaire internationale : un « non sujet » ?

« Le dollar n'est pas le sujet ». Cette phrase est fictive. Elle nous semble pourtant désigner la principale ligne de séparation sur cette crise entre le paradigme normal et l'EPI. Et elle rend bien compte de la place pour le moins marginale que la question monétaire internationale occupe dans le débat. Il est possible et même probable qu'elle n'y reste pas : les interrogations qui se font jour au début 2010 sur la solidité de la zone euro en lien avec la crise grecque notamment sont, parmi d'autres, un indice que la crise financière n'est pas complètement déconnectée des problèmes monétaires. On peut y voir une preuve que le désordre monétaire est un collatéral de la crise financière. Il y a assurément de cela : les mesures de sauvegarde ont nourri des déséquilibres qui fragilisent les structures monétaires. Mais il n'y a pas que cela. On peut tout aussi bien soutenir que la crise financière n'aurait pas pris le tour qu'on lui a connu en 2008 si elle ne s'enracinait pas sur des déséquilibres monétaires récurrents (Berthaud : 2009).

Quoi qu'il en soit, la gouvernance monétaire internationale reste à ce jour encore un des grands exclus de l'ordre du jour des négociations des G20 (Washington, Londres, Pittsburgh) et des G7 qui se sont déroulés en parallèle. Non pas qu'elle aurait été omise par mégarde. Les déclarations des autorités américaines d'un côté, celle de hauts responsables chinois de l'autre, attestent que les plus hauts dirigeants du monde perçoivent parfaitement qu'il y a un pendant monétaire international à cette crise financière. Mais elles suggèrent aussi que leurs vues sur le sujet sont à ce jour jugées trop éloignées (pour ne pas dire totalement conflictuelles) pour que les dirigeants se risquent à exposer leurs différends en pleine lumière – au risque d'enclencher la crise monétaire ouverte que d'aucuns perçoivent. On peut également juger de cette exclusion en comparant le (non) rang qu'elle occupe dans les négociations du G7/G20 et le rang plus important qu'elle occupe dans les réflexions et recommandations de la Commission d'experts des Nations unies sur la crise². Cette « Commission Stiglitz » recommande notamment la création d'un nouveau système mondial de réserves afin de parer à la détérioration du système existant, avec le dollar américain comme monnaie de réserve. Il est vrai que ce « G 192 » n'a pas un mandat de négociation et qu'ainsi, il est moins contraint de s'en tenir aux problèmes pour lesquels une convergence est envisageable³.

2 Son intitulé exact est la Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale sur les réformes du système monétaire et financier international. Nous la désignons ensuite « Commission Stiglitz » du nom de son Président. Elle est aussi parfois nommée « G 192 » par différence avec le G20. On prend tout simplement la mesure de l'écart entre l'ordre du jour du G20 et celui de la « Commission Stiglitz » par leur intitulé. Le premier G20, celui de Washington en novembre 2008 avait pour nom « conférence financière mondiale ».

3 <http://www.un.org/ga/president/63/letters/recommendationExperts200309.pdf>

La question du dollar et, plus largement, celle de la gouvernance monétaire internationale ne sont guère plus présentes dans le débat académique. On ne peut pas parler à ce sujet d'exclusion pure et simple. Mais la gouvernance monétaire occupe une place à la fois périphérique et marginale. Périphérique, car le désordre monétaire est vu tantôt comme un simple aspect du contexte, tantôt comme une conséquence inévitable de la crise, pratiquement jamais comme une des causes de la crise. Marginale, parce que même si les économistes auxquels on reconnaît volontiers d'avoir le mieux prévu la crise n'ont eu de cesse d'attirer l'attention sur ces désordres monétaires sous-jacents (Roubini, Setser), leurs cris d'alerte sur le volet monétaire de la crise n'ont pas trouvé grand écho dans le débat. Brad Setser en conclut ainsi non sans humour : « *It is now rather common to argue that those economists who anticipated the crisis anticipated the wrong crisis – a dollar crisis, not a banking crisis* »⁴. On lit ailleurs : « *Last week, I attended a conference on international financial reform. These kinds of conferences don't really produce consensus; there is no need to agree on anything. But there was a sense — at least I thought — among the speakers that the recent crisis was a financial crisis plain and simple, not a financial crisis linked to the Bretton Woods 2 system of managed exchange rates. That implied, among other things, that current efforts to reform the international financial system should focus on reforming financial regulation — not, say, reforming an international monetary system where the currencies of key surplus countries are pegged to the currency of the big deficit country* »⁵.

La question qui découle est donc moins celle du manque d'« évidences » que celle des raisons analytiques qui poussent pour l'heure à la marginalisation de ce sujet dans le débat académique. Un article de Jeffrey Frieden (2008) vient fournir un éclairage intéressant à ce propos. Il soutient que si la gouvernance monétaire internationale n'est pas « un sujet » pour l'économie internationale (standard), l'EPI prouve qu'elle en est un pour « le monde réel ». Cela signifie d'abord que l'économie (la discipline) ne trouve pas d'arguments théoriques décisifs et précis pour une action internationale sur le terrain monétaire (la problématique dite des « solutions en coin » est bien pauvre à cet égard). On peut tout aussi bien l'entendre comme : « il n'y a pas de problème du tout » que comme : « il n'y en a pas puisque la théorie économique n'en perçoit pas de bien net »⁶. Cela signifie ensuite que l'EPI met en évidence des externalités induites par la non-coopération monétaire internationale, externalités auxquels l'économie internationale (standard) reste aveugle ou qu'elle sous-estime. La contribution de Frieden n'est pas ciblée sur cette crise. Mais elle trouve un écho évident avec elle. On conclura en complétant la phrase fictive du début. Le dollar n'est pas un sujet... dans le champ du paradigme normal. Il en devient un dès que l'on franchit les frontières de ce paradigme. Et plus essentiel encore, il en est un dans le monde réel.

En somme, l'EPI ne se réduit pas à introduire des considérations politiques secondaires sur les résultats « limpides » de l'économie. Elle identifie des problèmes d'action collective bien réels que l'économie normale ne perçoit tout simplement pas ou minimise grandement.

4 <http://blogs.cfr.org/setser/category/2009-slump/>

5 <http://blogs.cfr.org/setser/>

6 Cette conception à la fois des raisons (ou non) d'une régulation internationale et des modalités de cette action est particulièrement claire dans la contribution que Jean Tirole consacre au FMI dans le rapport Gouvernance mondiale du Conseil d'Analyse Economique (2002).

B. Réévaluer la mondialisation

L'EPI ne fait pas qu'alerter le paradigme de l'économie normale sur des sujets qu'elle mésestime. Elle peut aussi aboutir à une lecture différente des sujets que l'économie normale aborde. Il en va ainsi de la mondialisation. C'est devenu un quasi-lieu commun (à défaut d'en être une démonstration) d'affirmer que cette crise serait la première crise de la mondialisation. Mais au-delà de l'aspect monétaire, les réflexions d'EPI sur la gouvernance mondiale jettent un tout autre regard que celui du consensus des économistes sur la mondialisation. On admettra volontiers que l'économie standard n'est pas ce plaidoyer univoque qu'on lui prête en faveur de l'ouverture des marchés de capitaux. Le chercherait-elle qu'elle n'en trouverait pas de fondements théoriques équivalents en solidité et en portée à ceux qu'elle produit en faveur de l'ouverture des marchés de produits. Il n'empêche, l'EPI apporte un éclairage qui ne se trouve pas dans les modèles du coeur de l'économie standard sur la conflictualité qu'engendre la mondialisation. Les problèmes posés par la mondialisation ne s'y réduisent pas à des déséquilibres globaux (*global imbalances*⁷) qu'une règle théorique commune permettrait de surmonter. Dans l'EPI, ces déséquilibres prennent les traits de conflits de préférences et d'intérêts qui ne sont pas systématiquement surmontables (d'où la possibilité de persistance durable des problèmes et des crises majeures) et qui, lorsqu'ils peuvent être surmontés, le sont par des compromis (pour peu qu'ils puissent donner lieu à négociation) et non par une règle théorique qui nie le conflit parce qu'elle l'ignore.

On l'illustrera ici en nous appuyant sur deux contributions d'économie politique internationale sur la gouvernance de la mondialisation. La première est associée au rapport Gouvernance mondiale du CAE (2002), la seconde aux recherches de Dani Rodrik (2000).

Le rapport de synthèse du CAE (2002) rédigé par Pierre Jacquet, Jean Pisani-Ferry et Laurence Tubiana dresse un « bilan en demi-teinte » de la mondialisation qui met en exergue l'hétérogénéité des préférences à la fois à l'échelle nationale (entre les diverses composantes de la société) et à l'échelle globale (au sein de la collectivité des Etats et entre les Etats et les acteurs transnationaux émergents). Cette hétérogénéité des préférences explique le déficit de la gouvernance mondiale dont souffre aujourd'hui le monde – en insistant pour le coup sur les biens publics mondiaux et internationaux qui sont insuffisamment satisfaits. Le rapport n'établit pas un lien entre cette sous-optimalité du système international et les crises qui le traversent, ni même avec la possibilité d'une instabilité structurelle. Mais il jette les bases pour apprécier mieux le degré de conflictualité qui accompagne la mondialisation et, partant, les obstacles qui émergent dans la gestion des problèmes susceptibles de produire l'instabilité et des crises. En écho aux développements du paragraphe précédent, il permet ainsi de comprendre mieux la problématique de la monnaie internationale dans le contexte de la mondialisation. Si la question de la monnaie internationale n'émerge pas plus dans l'agenda des négociations, c'est parce qu'en l'état des préférences des principaux acteurs concernés, les issues que les chercheurs peuvent dessiner à ce problème d'action collective sont politiquement inaccessibles : il n'y a pas de compromis possible à ce stade de la mondialisation. Est-ce à dire pour autant que les chercheurs doivent se résoudre à n'examiner que les sujets que les dirigeants leur commandent ? Evidemment pas.

Bien que de nature très différente, la contribution de Dani Rodrik vient compléter ce constat en l'associant à une problématique plus synthétique. En partant également du constat que la mondialisation est une source de conflits (internes et internationaux) qui ne se réduisent

7 Même si ces déséquilibres globaux importent. Sur ce sujet voir Blanchard, Milesi-Ferretti (2009).

pas dans l'opposition qu'établit l'économie normale entre la bonne politique (celle du consensus) et la mauvaise (Rodrik : 1997), Rodrik (2000) construit un « triangle d'incompatibilité élargi » illustrant comment le choix de la mondialisation a projeté le monde dans une configuration politiquement insatisfaisante sinon intenable qu'il résume par la formule de la *camisole dorée*⁸. Dans cette configuration de la gouvernance mondiale, les Etats usent de leur pouvoir souverain pour étouffer les préférences en faveur de politiques non orthodoxes, contre la promesse d'une plus grande prospérité collective. La sortie de la camisole dorée n'a qu'une alternative possible : soit le retour en arrière sur la mondialisation (la voie de la *déglobalisation* comme on la nomme parfois, celle du *compromis de Bretton Woods* comme Rodrik la nomme pour la part), soit l'avancée vers le *fédéralisme global* sur le modèle que les Etats-Unis ont suivi au fil de leur unification. C'est la voie de l'intégration et du dépassement des nations qui laisse aux acteurs de la « politique de masse » le choix complet de la mondialisation qu'ils désirent. Rodrik admet parfaitement que la première branche de l'alternative n'est pas d'actualité et que la seconde est pure utopie.

Bref, une image de la mondialisation émerge qui est composée d'une grande hétérogénéité des préférences et, par conséquent, traversée de conflits politiques (y compris bien sûr sur la politique économique). On est loin de l'image d'une progression univoque ou seulement frictionnelle vers un surcroît de bien-être global... On est certes loin aussi de l'explication de la crise financière de 2007. Mais on n'est peut-être pas si loin des problèmes fondamentaux que cette crise manifeste : une crise latente de la gouvernance globale qui a favorisé l'accumulation de déséquilibres globaux.

En d'autres termes et sur ce sujet de la mondialisation comme sur d'autres, l'EPI enrichit l'analyse de problématiques qui lui permettent de mieux apprécier pourquoi les « issues » produites par la recherche académique peuvent rester sans écho ou bien, quand elles trouvent un écho auprès des décideurs, conduire à attiser encore les tensions politiques au lieu de les atténuer, nourrir l'instabilité au lieu de la réduire.

Section 2. L'économie politique internationale à l'épreuve de la crise

Pourquoi l'EPI, en dépit des vertus dont on l'a parée précédemment, tarde-t-elle à s'engager dans le débat sur la crise ? Nous explorons des pistes de réponse en envisageant les facteurs internes aux programmes de recherche de l'EPI, donc sans considération d'autres facteurs (ostracisme de la part de l'économie normale ou autre). Car il faut bien avouer que l'EPI a une part de responsabilité dans sa (encore) faible audience dans le débat des économistes sur la crise. Les orientations des programmes de recherches qu'elle a développés dans le contexte de la mondialisation l'ont plus éloignée que rapprochée du cadre pertinent pour expliquer l'actuelle crise de la gouvernance mondiale.

L'EPI n'échappe pas non plus aux sirènes de la scientificité. On ne saurait lui reprocher de chercher à « faire science ». Mais quel que soit le domaine où s'appliquent les exigences formelles de la science, on sait que la marge est parfois étroite entre progrès de la connaissance scientifiquement contrôlée et dérive esthétique vers « l'art pour l'art »⁹. L'EPI des années 1980 à 2000, fréquemment rebaptisée *world politics* (Keohane) n'y a pas échappé. Cette dérive prend ici les traits d'une focalisation sur les problématiques de la coopération internationale et de l'intégration transnationale qui ont renvoyé à l'arrière-plan les

8 Formule empruntée à Thomas Friedman dans l'un de ses éditoriaux au New York Times.

9 « Mistaking beauty for truth » comme le dit Krugman (2009).

problématiques de la puissance et, en particulier, celle du *leadership*. La dérive se prolonge par un biais normativiste du même genre que celui qu'elle regrette parfois de voir se développer dans le champ de l'économie normale et qui la pousse également à privilégier les modèles et les solutions élégantes aux modèles et solutions qui sont plus en prise avec le réel.

A. Les limites de la coopération internationale

Toutes proportions gardées, « l'axiomatique Axelrod » (1981, 1984) de la coopération aura joué le même rôle sur l'EPI que celle de Arrow-Debreu sur l'économie standard. Elle aura profondément impacté le cours des recherches, les orientant sur des programmes quasi-exclusivement consacrés à la coopération entre des acteurs indifférenciés – sauf par leurs préférences. Il convient d'abord de décrire dans ses très grandes lignes cette axiomatique Axelrod avant d'illustrer l'orientation qu'elle a donnée à l'analyse des faits de l'économie politique internationale.

On appelle ici axiomatique Axelrod, le programme de recherche en EPI ayant pour objet de trouver une solution épurée au problème de la coopération entre acteurs aux préférences hétérogènes : une axiomatique qui entend en quelque sorte clore le programme de recherches ouvert par Mancur Olson (1965) sur le paradoxe de la coopération dans un monde d'égoïsmes. Chez Axelrod, cette réponse prend les traits d'un super-jeu du dilemme du prisonnier où les acteurs¹⁰ suivent une stratégie conditionnelle dite « Tit-For-Tat » (« donnant donnant ») consistant à parier sur la coopération plutôt que sur la triche systématique (Kébabdjian : 1999). Cette axiomatique fournit une solution théorique élégante au problème de l'ordre spontané.

Aucun des chercheurs qui ont transposé ce résultat aux sujets de la coopération internationale (Axelrod, Keohane : 1985) n'ignore que ce résultat est extraordinairement conditionnel – totalement improbable dans le système international réel. Il n'empêche, ce résultat a conquis l'EPI dans la même manière que l'axiomatique Arrow Debreu a conquis l'économie normale. Et il aura joué un rôle déterminant dans le déplacement des programmes de recherche de l'EPI des théories de la stabilité hégémonique vers les théories des régimes internationaux. Il n'est en effet pas difficile d'y voir un argument théorique pour légitimer et guider les programmes de recherches sur le déclin des Etats-Unis et, au-delà, sur le dépassement du modèle de l'hégémonie : « After Hegemony » (Keohane : 1984). Ce faisant, l'EPI en est venue à prendre comme un acquis que les problèmes d'action collective dans l'économie internationale sont désormais des problèmes de coopération entre des acteurs, certes aux préférences hétérogènes, mais tous également impuissants – c'est-à-dire sans différences substantielles sur leurs dotations relatives en puissance. D'où la tentation d'appréhender les défaillances de la gouvernance mondiale en termes de déficit de coopération internationale. C'est ainsi qu'était abordé, dès avant cette crise financière, le vaste sujet de la crise du multilatéralisme : nombre croissant d'acteurs, préférences hétérogènes, etc. Les pendants normatifs à cette conceptualisation sont des propositions en faveur d'une coopération par clubs (Keohane et Nye : 2001) ou une coopération de type intégratif (le fédéralisme global) ou bien encore une coopération multilatérale flexible (par introduction de mécanisme de flexibilité ou de clauses d'*opting out* destinées à faire place aux préférences hétérogènes, Rodrik : 2000).

La crise ne suffirait certainement pas à déclencher ce réexamen du programme de recherche sur la coopération si elle ne s'entourait pas d'une émergence de plus en plus

10 Les expérimentations faites par Axelrod et par Rapoport portent sur des individus.

affirmée de la Chine en tant que puissance et acteur majeur dans les relations internationales. On l'a dit, le différend monétaire entre la Chine et les Etats-Unis qui couve comme le feu sous la cendre dans cette crise parce qu'il est une des composantes essentielle des *global imbalances* renvoie pourtant plus à l'image de l'entre-deux-guerres et à la problématique en termes de déficit de *leadership* qu'en a produit Kindleberger qu'à un déficit de coopération.

B. Déficit de *leadership*

On terminera par un rappel synthétique de la thèse que Kindleberger développe au sujet de la Grande Dépression. A la fois parce qu'elle attire l'attention de l'économiste sur des facteurs politiques qu'il néglige dans la crise actuelle et parce qu'elle rappelle à l'EPI moderne qu'elle sous-estime le rôle du facteur de la puissance dans la construction et la vie des régimes internationaux. On entend par là que l'un des enjeux fondamentaux de la période – et donc de la crise en cours, puisque les crises sont littéralement des moments privilégiés de choix, est celui de la capacité et de la volonté des puissances à assumer le *leadership* de l'action collective en vue d'une issue durable à l'instabilité.

Pour Kindleberger, on le sait, l'existence d'une puissance qui assume les fonctions du *leader* est un impératif pour sortir le système international de l'anarchie (absence de toute régulation autre que celle du libre marché) et, plus factuellement, pour le sortir de l'instabilité propice aux crises. Sa thèse qui écarte la possibilité d'une gouvernance mondiale durablement stable sur la base du polycentrisme, se résume par une formule citée à maintes reprises : « il faut à l'économie mondiale un stabilisateur et un seul » (Kindleberger 1973). On en a souvent déduit que l'instabilité du système international et les échecs de la gouvernance mondiale résultaient d'un excès de candidat à cette fonction de stabilisateur : Grande-Bretagne, Etats-Unis, Allemagne entre les deux guerres, Etats-Unis, Japon, Europe, Chine aujourd'hui. L'instabilité serait donc imputable aux rivalités stériles pour assurer le *leadership* mondial. Or, cette lecture n'est ni la seule ni la plus en phase avec le propos de Kindleberger. Le « mal » qui menace plus certainement l'ordre international est au contraire le déficit de *leadership*, c'est-à-dire le manque de « candidat » à cette fonction. Ce déficit de *leadership* a deux causes possibles. La première est structurelle ; elle tient à une répartition défavorable de la puissance dans le monde : un système international trop peu asymétrique (d'où n'émerge pas une puissance dominante) est condamné à l'anarchie. La seconde est stratégique et tient aux coûts du *leadership*. Même quand la répartition de la puissance est propice à l'émergence d'un *leader*, il reste le problème de la propension de cette puissance à accepter d'assumer les coûts du *leadership*. Ces coûts s'assimilent aux « investissements » nécessaires à la fourniture des biens publics internationaux : ceux qui réduisent les externalités des politiques unilatérales dans un système d'interdépendance et ceux qui satisfont à des besoins collectifs non directement imputables à des externalités.

Cette problématique Kindleberger débouche sur deux questionnements relatifs aux situations d'instabilité : le premier sur la capacité du *leader* en place (Grande-Bretagne entre les deux guerres, Etats-Unis aujourd'hui) à continuer d'assumer les coûts de la gouvernance mondiale. Le critère est alors celui de l'incapacité du *leader* en place à limiter les facteurs d'instabilité et à gérer les crises endogènes qui se manifestent. Le second porte sur la volonté de la puissance montante à surmonter son aversion pour ces fonctions de *leader* de la gouvernance mondiale.

Mais cette problématique laisse en suspens d'autres questions. L'une a trait à la possible coopération entre des puissances pour assumer cette fonction : le cas du « *leadership* coopératif ». La phrase citée plus haut est là pour nous rappeler que Kindleberger en exclut la possibilité. Mais les travaux des années 1970-80 dans le cadre de la bien mal nommée théorie de la stabilité hégémonique (TSH) ont décrit les conditions structurelles et stratégiques d'un possible *leadership* coopératif (la théorie du *K-groupe* de Schelling, 1978). Ils ont ainsi offert une généralisation de cette problématique tout en jetant un pont avec la théorie des régimes (Snidal : 1985).

Une autre question porte sur les conditions qui pousseront une puissance¹¹ à renoncer à son aversion pour le *leadership* et, par conséquent, à accepter d'assumer les coûts associés au risque de s'affaiblir délibérément. Ces conditions apparaissent quand on considère que la grande puissance a aussi et presque par définition, la possibilité de commander ou du moins d'influencer la répartition des coûts de l'action collective et la répartition des bénéfices qui y sont associés. Même en laissant de côté le volet des bénéfices (ou privilèges) associés au *leadership*, la possibilité ainsi ouverte de peser sur la répartition des coûts suffit pour comprendre comment l'aversion pour le *leadership* se transforme en une alternative entre le choix de l'inaction (au risque de précipiter l'effondrement du système) et le choix de susciter et de conduire l'action collective des Etats, cette fois suivant une voie résolument coopérative. Le *leadership* consiste dans ce cas à influencer le partage des coûts sur un segment qui va du report intégral de ces coûts sur les partenaires (cas du *leadership coercitif*) jusqu'à la prise en charge par le *leader* de l'intégralité des coûts (cas du *leadership bienveillant*) (Yarbrough & Yarbrough: 1992). C'est le premier des « privilèges » de la grande puissance que de pouvoir infléchir le profil de l'action collective et celui de la répartition des coûts (et bénéfices) qui y sont associés. Dans cette veine, la coopération et le *leadership* ne s'opposent pas. Mais le *leadership* est le facteur clé de la coopération. On est loin du schéma de la coopération spontanée tiré de l'axiomatique Axelrod.

Ces lignes de développement de la problématique Kindleberger mettent en lumière les externalités associées aux déséquilibres de la puissance et au déficit de *leadership* dans le registre de la gouvernance mondiale : des externalités qui tiennent pour partie aux dérives du *leader* en place¹² et pour partie à l'aversion des *leaders* potentiels pour les responsabilités que cette fonction implique. C'est un contexte propice aux *global imbalances* et aux crises – bien qu'il ne fournisse pas la clé d'explication de chacune de celles qui se produisent.

Les crises sont des marqueurs des défaillances de la gouvernance mondiale. Elles sont aussi des moments décisifs pour la révision des principes de la gouvernance mondiale. On aurait tort à cet égard de sous-estimer le potentiel de refondation qui se niche à la suite de la dernière crise dans la formation du G20 et, plus largement dans la « prolifération des G » (G2, G7/8, Forum des économies majeures, G 192, etc.). Il n'est pas excessivement risqué de prédire que ce dernier, bien qu'il (ou parce qu'il) marquerait l'avènement d'une coopération enfin conforme aux canons de la théorie des régimes, a peu de chances de s'imposer comme

11 Ou les grandes puissances dans le cadre d'un *leadership* coopératif de type G7/G20.

12 Cf. la transition de Bretton Woods I à Bretton Woods II lorsque les Etats-Unis renoncent à leurs engagements initiaux (le maintien du pair à 34\$ l'once d'or) sans renoncer aux privilèges de la devise-clé (seigneurage, autonomie de la politique monétaire). On se rappelle la formule qui résume au début des années 1970 la vision que l'Administration américaine a des rapports de l'Amérique au monde : « le dollar est notre monnaie, c'est votre problème ».

l'arène privilégiée des négociations. Mais il est trop tôt pour écarter tel ou tel autre des périmètres qui sont expérimentés. L'évolution de l'ordre du jour (inclusion ou non du volet monétaire notamment) sera à son tour un marqueur important de la réponse qui sera apportée au déficit de *leadership*.

Conclusion

Qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse, la recherche du « vrai » en économie repose sur une pluralité de paradigmes. Nous avons essayé de montrer ici que, tout intéressant et utile qu'il soit pour le renouvellement du paradigme normal (et dominant), le débat consécutif à la crise restera amputé et biaisé tant qu'il se focalisera sur la seule recherche d'un nouveau consensus sur la macroéconomie et la politique économique. Il revient aux autres paradigmes de l'économie de se montrer à la hauteur du défi que nous adresse cette crise - après d'autres. Nous avons aussi essayé de montrer sur le cas du paradigme de l'économie politique internationale que, bien que le « phénomène crise » n'y ait pas du tout ce caractère « exorbitant » qu'elle revêt dans le paradigme normal, la recherche demeurerait stérile si elle ne saisisait pas cette occasion pour questionner et revisiter ses propres « consensus ».

Références citées

- Axelrod R. (1981) « The Emergence of Cooperation Among Egoists », *The American Political Science Review*, 75 : 306-318.
- Axelrod R. (1984) *The Evolution of Cooperation*, Basic Books, trad. fr. *Donnant donnant*, Odile Jacob, 1992.
- Axelrod R., Keohane R.O. (1985) « Achieving Cooperation Under Anarchy: Strategies And Institutions », *World Politics*, 38 : 226-54.
- Berthaud P., Kébabdjian G. (dir.) (2006) *La question politique en économie internationale*, La Découverte « Recherches ».
- Berthaud P. (2009) « La question du change et de la devises-clé », Colloque *Economie politique internationale et nouvelles régulations de la mondialisation*, Université de Poitiers, mai, <http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/38/53/73/PDF/pub09007.pdf>
- Blanchard O., Milesi-Ferretti G. M (2009) « Global Imbalances: In the Midstream? », *Staff Position Note*, December 12, SPN/09/29.
- Blanchard O., Dell'Ariccia G. , Mauro P. (2010) « Rethinking Macroeconomic Policy », *IMF Staff Position Note*, February 12, SPN/10/03.
- CAE (2002) *Gouvernance mondiale*, Rapport n° 37 du Conseil d'Analyse Economique (P. Jacquet, J. Pisani-Ferry, L. Tubiana), mai, <http://www.cae.gouv.fr/spip.php?article49>
- Frieden J. A. (2008) « Global Governance of Global Monetary Relations : Rationale and Feasibility », *Economic Discussion Paper*, 2008 – 32, Kiel Institute for the World Economy, <http://www.economics-ejournal.org/economics/journalarticles/2009-6>
- Friedman M., Schwartz A. J. (1963) *A Monetary History of the United States, 1867 – 1960*, Princeton University Press.
- Kebabdjian G. (1999) *Les théories de l'économie politique internationale*, « Points » Seuil.
- Keohane R. O. (1984) *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton University Press.
- Keohane, R. O, Nye J. S. (2001) « The club Model of Multilateral Cooperation and Problems of Democratic Legitimacy », in Robert O. Keohane (ed), *Power and Governance in Partially Globalized World*, Tailor & Francis, Chap. 10.
- Kindleberger Ch. P. (1973) *The World in Depression : 1929 – 1939*, University of California Press.
- Kuhn Th. S. (1962) *The Structure of the Scientific Revolutions*, University of Chicago Press, trad. fr. *La structure des révolutions scientifiques*, Flammarion « champ », 1970.

- Krugman P. R. (2009) « How Did Economists Get It So Wrong ? », *The New York Times*, September 6. <http://www.nytimes.com/2009/09/06/magazine/06Economic-t.html>
- Olson M. (1965) *The Logic of Collective Action. Public Goods And the Theory of Groups*, Harvard University Press, trad.fr. *La Logique de l'action collective*, PUF, 1978.
- Rodrik D. (1997) *Has Globalization Gone Too Far?*, Washington, Institute for International Economics, chap. 16.
- Rodrik D. (2000) « Governance of Economic Globalization », in J.S. Nye Jr., J.D. Donahue eds, *Governance in a Globalizing World*, Brookings Institution Press.
- Schumpeter J. A. (1954) *History of Economic Analysis*, Oxford University Press, trad. fr. *Histoire de l'analyse économique*, Gallimard, 1983.
- Schelling Th. (1978) *Micromotives and Macrobehavior*, W.W. Norton and Company.
- Snidal D. (1985) « The Limits of Hegemonic Stability Theory », *International Organization*, 39(4) : 579 – 614.
- Tirole J. (2002) « La gouvernance des institutions internationales » in CAE (2002) *Gouvernance mondiale*, partie 3 « Principes » : 291-300.
- Yarbrough B., Yarbrough R. (1992) *Cooperation and Governance in International Trade. The Strategic Organization Approach*, Princeton UP.